

FIN MARS 2018

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES



DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



Date de Publication

16 MAI 2018

N° 01-18

SOMMAIRE

SYNTHESE.....	i
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	3
I.1. PAYS AVANCES	3
I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT.....	4
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA	4
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES.....	5
II. CONJONCTURE NATIONALE	6
II.1. SECTEUR REEL	6
II.2. FINANCES PUBLIQUES	13
II.3. COMMERCE EXTERIEUR	16
II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHÉ BOURSIER.....	19

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin mars 2018	5
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle.....	8
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives	8
Graphique 4: Production et vente de produits pétroliers	9
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier	9
Graphique 6: Production et consommation d'électricité	9
Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail	10
Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin mars	11
Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination	11
Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises.....	11
Graphique 11 : Taux d'inflation.....	13
Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin mars	16
Graphique 13 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)	16
Graphique 14 : Répartition géographique des exportations à fin décembre.....	18
Graphique 15 : Répartition géographique des importations à fin décembre	18
Graphique 16: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	19
Graphique 17 : Evolution des indices boursiers par secteur	19

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2018 (en %)	3
Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement (en %)	4
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %).....	4
Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation.....	6
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 3 mois 2017-2018.....	17
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 3 mois 2017-2018	18

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier de la BVRM
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
DDO :	Distillate Diesel Oil
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGE :	Direction Générale de l’Economie
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh	Giga watt heure
HVO :	Heavy Vacuum Oil
MINADER :	Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural
MW :	Mégawatt
PAA :	Port Autonome d’Abidjan
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PEM :	Perspectives de l’Economie Mondiale
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
PNIA :	Programme National d’Investissement Agricole
PUAPV :	Programme d’Urgence d’Appui à la Production Vivrière
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires
Tous les chiffres sont à fin Mars 2018 sauf indications contraires

Amélioration des perspectives de l'économie mondiale

La croissance de l'économie mondiale devrait atteindre 3,9% en 2018, selon les récentes prévisions du FMI publiées dans les Perspectives Economiques Mondiales (PEM) d'avril 2018. Elle serait portée par une accélération attendue dans les pays avancés ainsi que par une consolidation de la croissance dans les économies émergentes et en développement.

Dans les **pays avancés**, la croissance du PIB se situerait à +2,5%, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision précédente et en amélioration par rapport à la réalisation de 2017 (+2,3%). Cette révision, s'explique surtout par les effets attendus de la politique budgétaire expansionniste des Etats-Unis. Les perspectives économiques pour l'année 2018 ont été révisées à la hausse aux Etats-Unis (+2,9% contre +2,7% prévus précédemment) et dans la zone euro (+2,9% contre +2,7% antérieurement).

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de progression de l'activité en 2018 est maintenue à +4,9% après +4,8% en 2017, en lien avec de solides résultats économiques dans les pays émergents d'Asie et l'amélioration des perspectives des pays exportateurs de produits de base.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance du PIB devrait s'accélérer et s'afficher à +3,4% en 2018 après la hausse de 2,8% réalisée en 2017. Cette progression serait portée principalement par les pays exportateurs de produits de base.

La croissance économique au sein de l'**UEMOA** est projetée à +6,9% en 2018¹ sous l'hypothèse d'une bonne mise en œuvre des programmes d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles.

Les cours du cacao se relèvent

Le **marché des produits de base** est caractérisé par une bonne orientation du cours du cacao qui enregistre une augmentation de 4,6% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2017. Il en est de même des cours du coton (+0,8%), de l'or (+9,0%) et du pétrole brut (+18,7%). En revanche, ceux du café (-16,6%), de l'huile de palme (-9,3%) et du caoutchouc (-39,1%) fléchissent.

En évolution mensuelle, le cacao enregistre une progression de 18,0% en mars 2018, passant de 2 101,1 dollars US la tonne en février 2018 à 2 506,0 dollars US la tonne.

Appréciation de l'euro par rapport aux autres devises

Le **marché des changes** , en moyenne sur les trois premiers mois de 2018, est caractérisé par l'appréciation de l'euro face au dollar américain (+16,0%) et à la livre sterling (+2,9%).

Activités économiques nationales en progression

Au plan national, l'activité économique bénéficie d'un environnement des affaires favorable, de la poursuite de l'exécution des chantiers publics ainsi que de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur du développement de l'agro-industrie. Afin de soutenir son vaste programme d'investissement prévu dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, la Côte d'Ivoire a mobilisé, au mois de mars 2018, 1 115 milliards sur le marché international à travers le lancement d'euro-obligations. En outre, au premier trimestre 2018, le montant total des investissements agréés par le Centre de Promotion des Investissements, se situe à 193 milliards, en hausse de 114% comparé à la période correspondante de 2017.

Le Gouvernement entend renforcer la mise en œuvre des réformes structurelles et sectorielles portant notamment sur (i) la modernisation de l'administration publique à travers notamment la dématérialisation et la diminution des coûts des actes administratifs, (ii) la modernisation de la justice, et (iii) la réforme du système fiscal.

Par ailleurs, la lutte contre la vie chère reste une priorité avec la prorogation, pour six (6) mois, de janvier 2018 à juin 2018, des mesures de plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation.

Evolution mitigée de l'agriculture d'exportation

Dans le secteur primaire, l'agriculture d'exportation enregistre une évolution contrastée des principales spéculations. En effet, les productions de café (+286%), de banane dessert (+5,7%), de coton graine (+24,2%) et de sucre (+11,3% à fin février 2018) augmentent tandis que celles de cacao (-5,2%), d'anacarde (-28,3%) et d'ananas (-1,9%) sont en repli. La baisse de la production d'anacarde s'explique par un début de campagne timide et la tendance baissière pourrait s'inverser les mois à venir. Par ailleurs, la filière est confrontée à des sorties frauduleuses de la production tout comme au niveau du cacao. Une analyse approfondie des mécanismes de fixation des prix au producteur devrait être menée pour inciter les paysans à vendre leurs productions sur le marché local.

Poursuite de la consolidation du secteur secondaire

Les activités du secteur secondaire poursuivent leur bonne tenue amorcée au second semestre 2017. L'indice de la production industrielle progresse de 5,5%, sous l'effet de l'accroissement des industries manufacturières (+9,1%) tandis que la branche « Electricité gaz et eau » (+0,9%) augmente modérément et que l'activité extractive se contracte (-13,0%).

¹ Rapport de Surveillance Multilatérale de décembre 2017

L'augmentation des activités manufacturières provient principalement des « industries agroalimentaires et tabac » (+24,0%), des « industries de verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+8,8%) et des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+11,8%). Du côté de l'indicateur avancé des BTP, une augmentation de 17,9% est enregistrée, en relation avec l'accélération de l'exécution des grands chantiers publics (Stade d'Ebimpé, Echangeur Carrefour solibra, etc...).

Bonne dynamique dans le secteur tertiaire

Le **secteur tertiaire** affiche une évolution favorable de l'ensemble de ses composantes. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 12,6%, traduisant une bonne dynamique de la consommation. Dans le transport, le trafic routier (+11,1%), le nombre de passager dans le transport aérien (+4,0%), ainsi que le trafic de marchandises par voies maritime (+4,3%) et ferroviaire (+16,4%) ressortent en hausse. Aussi, dans le secteur de la télécommunication, le nombre d'abonnement et le chiffre d'affaires progressent respectivement de 14,7% et 7,6%.

Faible niveau d'inflation

L'**indice général des prix à la consommation** enregistre, en moyenne sur le premier trimestre 2018, hausse modérée de 0,1% comparé à son niveau de la période correspondante de 2017. Cette évolution résulte de l'effet conjugué du fléchissement des prix des produits alimentaires (-0,1%), des produits énergétiques (-6,4%), des produits manufacturés (-0,3%) et du renchérissement des prix des services (+1,2%), notamment la restauration (+2,7%), les loyers effectifs (+2,3%) et les services de transport (+0,5%).

En moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

Hausse continue de la création nette d'emploi

Le nombre de **salariés dans le secteur moderne** s'est accru de 6,8%, soit une création nette de 62 561 emplois sur un an dont 83,0% dans le secteur privé. Ce résultat témoigne du dynamisme de l'activité économique. Le marché de l'emploi bénéficie de l'organisation régulière de concours de recrutement des fonctionnaires et agents de l'État, principalement dans les secteurs éducation et santé.

Recouvrement des recettes fiscales moins important que prévu

A fin mars 2018, la situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons de 1 092,3 milliards pour un objectif de 1 122,8 milliards. Il se dégage un gap de 30,6 milliards en lien principalement avec les recettes fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 1 169,9 milliards pour un objectif fixé à 1 294 milliards dégageant une économie de 120,1 milliards dues à une exécution rationnelle des dépenses.

Il résulte de ces évolutions, un solde primaire de base excédentaire de 120,2 milliards et un solde budgétaire global déficitaire de 77,6 milliards. Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier sous régional pour 87,1 milliards et une émission d'un eurobond à 1 115,1 milliards qui devraient également permettre de faire face au besoin de financement anticipé pour l'année 2018.

Progression des importations en valeur

La situation des échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels est marquée par un accroissement des importations en valeur (+10,6%) perceptible à la fois au niveau des biens de consommation (+4,0%), des biens intermédiaires (+21,3%) et des biens d'équipements (+14,0%). A l'inverse, les exportations se contractent (-14,6%) sous l'effet du recul des ventes des produits primaires (-19,6%) et des produits de première transformation (-10,2%). De ces évolutions résulte un solde commercial excédentaire de 621,0 milliards, en régression toutefois de 43,6% par rapport à l'excédent enregistré à fin mars 2017.

Orientation positive des conditions de banque

Au premier trimestre 2018, en termes cumulés, il est enregistré un accroissement des nouvelles mises en place de crédits ordinaires (+266,7 milliards ; +27,8%), des escomptes d'effets de commerce (+9,6 milliards ; +4,0%) et des dépôts (+15,4 milliards ; +3,3%). La durée moyenne des crédits s'établit à 19,5 mois contre 19,4 mois pour la période correspondante de 2017, ce qui dénote d'une progression des crédits à moyen et long termes.

Le marché boursier est caractérisé par un repli des indices BRVM 10 et BRVM composite respectivement de 15,4% et de 17,4%. La capitalisation boursière recule également de 1,9% et atteint 9 831,6 milliards.

En conclusion, l'activité économique connaît une évolution favorable au premier trimestre 2018, portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire. Cette bonne dynamique devrait se poursuivre sur le reste de l'année avec l'accélération de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures prévus dans le PND 2016-2020 (transport urbain, économie numérique, aéroports, ports, routes). Dans ce contexte, la prévision de croissance fixée à 7,9% en 2018, s'en trouve confortée.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au **niveau mondial**, la croissance de l'économie devrait s'accélérer en 2018 selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (Fmi). En effet, dans son rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale publié en avril 2018, le FMI prévoit une accélération de la croissance mondiale, à 3,9% en 2018 après une réalisation de 3,8% en 2017. Cette embellie serait liée à une évolution de l'activité plus forte aussi bien dans les pays avancés (+2,5% contre +2,3% en 2017) que dans les économies émergentes et en développement (+4,9% après +4,8% en 2017).

I.1. PAYS AVANCES

Dans les **pays avancés**, le PIB progresserait de 2,5% en 2018, en accroissement de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision de janvier 2018. Cette évolution serait portée par une orientation de l'activité meilleure que prévue aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans la Zone Euro.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2018 (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	PEM Avril 2018	Mise à jour des PEM janvier 2018	PEM Avril 2018
Mondiale	3,8	3,9	3,9
Pays avancés	2,3	2,3	2,5
Etats Unis	2,3	2,7	2,9
Canada	3,0	2,3	2,1
Japon	1,7	1,2	1,2
Royaume-Uni	1,8	1,5	1,6
Zone Euro	2,3	2,2	2,4
Allemagne	2,5	2,3	2,5
France	1,8	1,9	2,1
Italie	1,5	1,4	1,5
Espagne	3,1	2,4	2,8

Source : FMI PEM avril 2018

Aux États-Unis, la croissance devrait se situer à 2,9% en 2018 contre +2,7% prévue antérieurement. Cette révision à la hausse s'explique par l'affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique attendu de la réforme fiscale de décembre 2017, en particulier la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la

déductibilité temporaire de toutes les dépenses d'investissement. Elle s'explique aussi par l'augmentation des dépenses publiques qui fait suite à l'accord budgétaire conclu par les Démocrates et les Républicains en février 2018.

Au **Japon**, la prévision de croissance est maintenue à 1,2% en 2018. L'économie bénéficie des perspectives plus favorables de la demande extérieure, d'une augmentation de l'investissement privé et de l'adoption d'un budget supplémentaire pour 2018.

La croissance du PIB **Britannique** se situerait à 1,6% en 2018 malgré les anticipations d'une hausse des obstacles au commerce et d'une baisse de l'investissement direct étranger à la suite du Brexit.

La croissance de l'économie **Canadienne** a été révisée à la baisse de 0,2 point et devrait se situer à 2,1% en 2018 du fait de la persistance des difficultés dans les secteurs de l'immobilier, de l'automobile et de l'énergie.

Dans la **Zone Euro**, l'activité économique devrait poursuivre sa reprise en 2018 (+2,4% après +2,3% en 2017). Le progression, supérieure à la prévision de janvier 2018 de 0,2 point, s'explique par une demande intérieure plus vigoureuse que prévu, dans l'ensemble de la zone, une politique monétaire accommodante et une amélioration des perspectives de la demande extérieure.

En **Allemagne**, le PIB progresserait de +2,5% en 2018 tiré par les dépenses des ménages qui seraient à nouveaux favorisées par des salaires dynamiques et un taux de chômage très bas.

En **France**, le PIB devrait s'affermir à 2,1% cette année porté par l'impact positif des réformes récentes en particulier sur le droit du travail, l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage, la hausse de la Contribution Sociale Généralisée, la suppression de certaines cotisations sociales et la rénovation du système de retraites.

Les économies **italienne et espagnole** devraient croître respectivement de 1,5% et 2,8% en 2018, bénéficiant d'une demande intérieure vigoureuse.

I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance de 2018 est maintenue à +4,9% au même rythme que celle réalisée en janvier 2018. Le dynamisme s'explique principalement par la persistance de solides résultats économiques dans les pays émergents d'Asie.

Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement (en %)

Pays	Prévisions annuelles		
	Réalisé 2017	Prévision 2018	
	PEM Avril. 2018	PEM janvier 2018	PEM Avril 2018
Pays émergents	4,8	4,9	4,9
Chine	6,9	6,6	6,6
Russie ²	1,5	1,7	1,7
Brésil	1,0	1,9	2,3
Inde	6,7	7,4	7,4
Afrique subsaharienne	2,8	3,3	3,4
Nigéria	0,8	2,1	2,1
Afrique du sud	1,3	0,9	1,5

Source : FMI WEO avril 2018 ; OCDE

La croissance de **l'économie chinoise** devrait se situer à +6,6% en lien avec l'amélioration des perspectives de la demande extérieure.

En Inde, le PIB augmenterait de 7,4% en 2018, grâce à la vigueur de la consommation privée, ainsi qu'à l'atténuation des effets transitoires de l'échange des billets et à la mise en œuvre de la taxe nationale sur les biens et services.

Au **Brésil**, la progression du PIB devrait passer à 2,3% en 2018, après +1,0% en 2017, portée par l'augmentation de la consommation privée et de l'investissement.

En **Russie**, la croissance du PIB réel devrait s'établir à +1,7% en 2018, stimulée par l'augmentation des recettes d'exportation de pétrole, le regain de confiance des chefs d'entreprises et l'assouplissement de la politique monétaire.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait aussi s'accélérer en 2018 pour atteindre +3,4 % après +2,8% en 2017, en lien avec l'amélioration progressive des perspectives dans les deux plus grandes économies de la

région. **Au Nigéria**, la progression PIB devrait passer à 2,1 % en 2018 contre 0,8% en 2017, du fait de la hausse des prix, des recettes et de la production du pétrole. **En Afrique du Sud**, la croissance devrait s'accélérer aussi et atteindre +1,5 % en 2018 après +1,3% en 2017, en lien avec un regain de la confiance des chefs d'entreprises du fait de la réduction des incertitudes politiques.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

La croissance économique au sein de **l'UEMOA** atteindrait environ 6,9% en 2018 sous l'hypothèse d'une bonne mise en œuvre des programmes d'assainissement budgétaire et des réformes structurelles.

La croissance serait soutenue dans l'ensemble des pays principalement en Côte d'Ivoire (+7,9%), au Sénégal (+7,0%), au Burkina Faso (+6,9%) et au Bénin (+6,0%).

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2017 (est.)	Croissance du PIB en 2018 (proj.)
Bénin	5,4	6,0
Burkina Faso	6,9	6,9
Côte d'Ivoire	7,8	7,9
Guinée Bissau	5,9	5,7
Mali	5,3	5,4
Niger	5,2	5,5
Sénégal	6,6	7,0
Togo	5,0	5,2
UEMOA	6,8	6,9

Sources : DGE/DPPE ; Perspectives économique régionale, avril 2018 ; RSM décembre 2017

Au niveau **des prix à la consommation**, l'inflation serait en hausse de 1,2%³ en 2018 dans un contexte de hausse des cours internationaux du pétrole brut et du redressement des cours mondiaux des produits alimentaires. Cette évolution est toutefois en phase avec l'objectif de stabilité des prix poursuivi par la BCEAO.

Les **finances publiques** de l'Union seraient caractérisées par la persistance des déficits budgétaires à des niveaux relativement élevés en 2018. Ainsi, il serait enregistré un solde budgétaire global dons compris déficitaire de 3,5%. Comparée à son niveau en 2017 qui s'est établi à -4,2%, ce déficit budgétaire est en nette amélioration.

² Glissement annuel

³ Rapport sur l'évolution des prix à la Consommation dans l'uemoa en 2017 et perspectives

Au niveau des **échanges extérieurs**, le solde commercial de l'Union enregistrerait un déficit de 1,8% du PIB. Cette dégradation du solde serait imputable à l'ensemble des pays de l'UEMOA. Seule la Côte d'Ivoire maintiendrait un solde commercial en pourcentage du PIB excédentaire en 2018.

I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Les cours du cacao reprennent

En moyenne sur la période sous revue, le marché des produits de base est caractérisé par une bonne orientation du cours du cacao qui enregistre une augmentation de 4,6% par rapport à son niveau de la période correspondante de 2017. Il en est de même des cours du coton (+0,8%), du maïs (+0,4%), de l'or (+9,0%) et du pétrole brut (+18,7%).

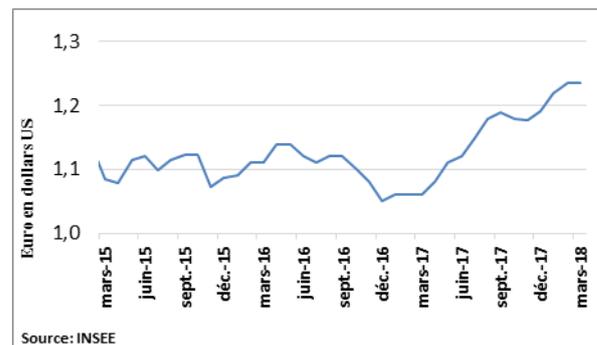
En revanche, les cours du café (-16,6%), de l'huile de palme (-9,3%), du caoutchouc (-39,1%) et du sucre (-31,1%) sont en baisse.

En évolution mensuelle, le cacao enregistre une progression de 18,0% en mars 2018, passant de 2 101,1 dollars US la tonne en février 2018 à 2 506,0 dollars US la tonne.

Appréciation de l'euro par rapport aux autres devises

Sur le **marché des changes**, en moyenne sur les trois premiers mois de 2018, l'euro se raffermi par rapport au dollar américain (+16,0%) et à la livre sterling (2,9%), en raison du regain d'intérêt des investisseurs pour la zone euro dans un contexte de réduction des injections de liquidités par la BCE et de poursuite des réformes structurelles dans plusieurs pays dont la France.

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin mars 2018



En évolution mensuelle, l'euro reste stable face à la livre sterling et au dollar US au mois de mars 2018.

II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin mars 2018, comparées à celles à fin mars 2017, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA*

Au plan national, l'économie ivoirienne poursuit son dynamisme dans un environnement marqué par un climat propice aux affaires et la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020.

S'agissant du climat des affaires, le Gouvernement ivoirien à travers la mise en œuvre du Plan d'Actions Prioritaires compte prioriser la poursuite de réformes structurelles et sectorielles en vue d'améliorer la bonne gouvernance et l'attractivité du pays. Ainsi, un accent particulier est mis sur (i) la modernisation de l'administration publique à travers notamment la dématérialisation et la diminution des coûts des actes administratifs, (ii) la modernisation de la justice, et (iii) la réforme du système fiscal.

En ce qui concerne l'exécution du PND 2016-2020, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre de mesures incitatives visant la transformation locale des matières premières, accélérer la mise en œuvre des programmes de développement des infrastructures (transport urbain, économie numérique, aéroports, ports, routes) et accroître les investissements dans les secteurs sociaux (l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes, l'autonomisation des femmes, l'électrification, la salubrité).

Aussi, la lutte contre la vie chère reste une priorité avec la prorogation, pour six mois depuis janvier 2018, des mesures de plafonnement des prix et des marges de certains produits de grande consommation. La mobilisation, en début d'année, d'un Eurobond équivalent à 1 115 milliards permet de garantir le financement des projets d'investissement prévus en 2018 et de renforcer les réserves de change de l'Union. Par ailleurs, au premier trimestre 2018, le montant total des investissements agréés par le Centre de Promotion des Investissements, se situe à 193 milliards, en hausse de 114% comparé au montant de la période correspondante de 2017.

II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

L'agriculture d'exportation connaît une évolution mitigée au premier trimestre 2018.

Tableau 4 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	3 mois 2017	3 mois 2018	Variation(%)
Anacarde	148 242,7	106 333,3	-28,3
Ananas	12 104,5	11 871,2	-1,9
Banane	106 274,3	112 329,3	5,7
Cacao	572 496,7	543 034,5	-5,1
Café	23 724,6	91 662,7	286,4
Coton graine	217 078,6	269 676,2	24,2
Sucre*	67 580,8	95 876	2,1

Source : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin février 2018

La production de **cacao** ressort en baisse de 5,1% pour se situer à 543 034,5 tonnes. Ce repli pourrait s'expliquer par la chute du prix d'achat au producteur qui est passé de 1 000 FCFA la campagne précédente à 700 FCFA. Dans ce contexte, le revenu brut cumulé perçu par les producteurs sur la période sous revue est estimé à 380 milliards, en baisse de 77% comparé à celui de la période correspondante de 2017 qui atteignait 1 652 milliards.

Le **café** rebondit après la chute enregistré en 2017 du fait des fortes pluies au moment de la floraison des caféiers. La production atteint 91 662,7 tonnes contre 23 724,6 à la période correspondante de 2017. Le revenu brut cumulé perçu par les producteurs est estimé à 68,747 milliards contre 21,157 milliards à la même période de 2017. Le prix moyen d'achat au producteur est demeuré inchangé à 750 FCFA.

La production d'**anacarde** se situe à 106 333,3 tonnes contre 148 242,7 tonnes pour la période correspondante de 2017 en régression de 28,3%. Cette évolution s'expliquerait par un démarrage timide de la campagne 2018. Par ailleurs, la filière est confrontée à l'augmentation des exportations frauduleuses vers certains pays voisins qui offre des prix au producteur plus élevés.

En vue de lutter contre le développement de ce phénomène, le Gouvernement vient de renforcer les sanctions à l'endroit des coupables d'exportations frauduleuses de matières premières.

En vue d'accroître la transformation locale de la noix de cajou qui s'est située à 6,6% en 2017, des mesures ont été prises pour lever les difficultés d'approvisionnement des unités installées face à la concurrence des exportateurs indiens. Ainsi 15% de la production nationale est réservé aux industries locales dont la capacité de transformation atteint 109 500 tonnes, environ 16% de la production nationale.

Pour cette campagne, le prix plancher obligatoire est fixé à 500 francs CFA/kg contre 440 F/Kg en 2017.

Concernant le **coton graine**, la production s'établit à 269 676,2 tonnes, en hausse de 24,2%. Cet accroissement est porté par une hausse des rendements en lien avec la distribution de semences améliorées. Par ailleurs, en vue de soutenir durablement la transformation locale du coton et juguler les difficultés de commercialisation, un fonds de 21 milliards a été mis en place par la filière.

En outre, le Conseil Coton Anacarde a bénéficié d'un prêt de 107 milliards dans le cadre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de Valeur de l'Anacarde. Ce projet vise à (i) créer de nouvelles opportunités de diversification, et (ii) donner une plus grande impulsion à la production industrielle ainsi qu'à la transformation locale des produits de l'anacarde, afin de réaliser le plein potentiel de création d'emplois dans les zones de production.

La production de **sucre**, à fin février 2018, se situe à 75 234,8 tonnes, en progression de 11,3%. Malgré cette hausse, la production n'arrive pas à couvrir les besoins intérieurs. Aussi, le Gouvernement a autorisé, après évaluation des besoins des industries locales, l'importation de 40% des besoins intérieurs en sucre, la différence de 60% étant fournie par les sociétés sucrières nationales. En outre, les deux entreprises nationales devront investir afin de porter la production nationale à 300 000 tonnes à l'horizon 2023.

Il convient de relever que la faiblesse des prix mondiaux du sucre constitue une incitation au développement des importations de contrebande qui sont une menace pour les industries locales. Dans ce contexte, une étude est prévue sur la compétitivité de la filière sucrière ivoirienne.

La production de **banane dessert** s'accroît de 5,7% pour se situer à 112 329,3 tonnes. La filière bénéficie des Mesures d'Appui à la Banane dessert (MAB) financées par l'Union Européenne. Ce projet vise à améliorer les conditions environnementales des productions, la qualité de vie des travailleurs et à développer le marché local et sous régional.

Au niveau de la filière **ananas**, la production atteint 11 871,2 tonnes en repli de 1,9% par rapport à fin mars 2017. A l'instar de la filière banane, la fin progressive du régime préférentiel sur le marché européen a entraîné une intensification de la concurrence de l'ananas venant d'Amérique latine. Cependant, une nouvelle variété (le H4) est en développement par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) et pourrait permettre de reconquérir des parts de marché en Europe.

En outre, le Conseil national des exportations a réalisé une étude pour la mise en place de la stratégie nationale d'exportation sur la période 2018/2020. La stratégie se chiffre à 34,5 milliards, dont 25,89 milliards pour les projets d'infrastructures, de réglementation et de renforcement de capacité, et 8,64 milliards pour les projets d'investissement. La filière fruits tropicaux est l'une des huit filières cibles de ladite stratégie.

Les perspectives dans le secteur primaire sont bonnes. En effet, les réformes de la gouvernance des filières agricoles se poursuivent avec la mise en place des structures du Conseil Hévéa – Palmier à Huile et de l'Agence de Développement du Riz « ADERIZ ». De plus, le PNIA II bénéficie d'un soutien financier international avec des promesses d'appui d'un montant de 750 milliards de la Banque mondiale et un financement de 43,8 milliards du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

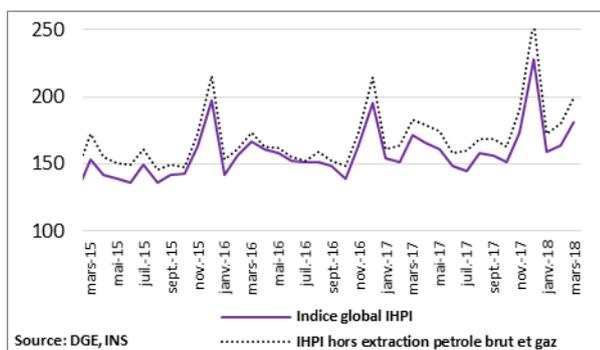
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire connaît un début d'année favorable, en lien avec l'accélération de l'activité industrielle et des BTP.

✓ *Activité industrielle orientée à la hausse*

L'activité industrielle augmente de 5,5% à fin mars 2018, sous l'effet de la hausse de la production manufacturière (+9,1%) tandis que l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+0,9%) croît modérément et que celle des industries extractives (-13,0%) recule. Le dynamisme de l'activité industrielle est confirmé par l'accroissement de la consommation d'électricité de moyenne tension de 6,3%. Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 8,4%.

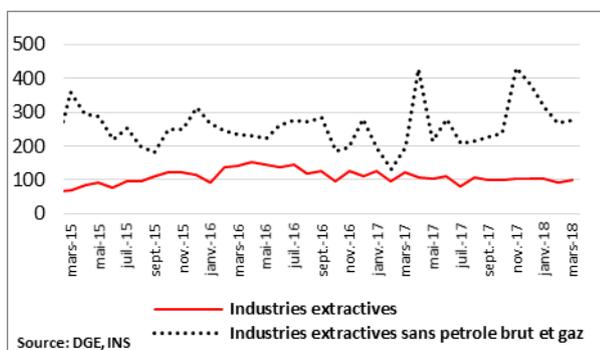
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle



○ **Extraction minière en retrait**

Les activités d'extraction minière se contractent de 13,0%, sous l'effet principalement de la baisse de la sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » (-15,2%), en dépit du fort rebond des « autres activités extractives » (+64,2%).

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



La sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel » subit la déplétion de certains puits pétroliers et la baisse de la demande de gaz qui limite la production.

La production de **pétrole brut** affiche une baisse de 15,6% provenant de l'ensemble des permis notamment les permis CI-40 (-18,5%) et CI-27 (-33,4%), CI-26 (-1,6%) et CI-11 (-47,2%).

S'agissant de la **production gazière**, elle ressort en diminution de 8,8%. La production de gaz s'établit à 556,8 millions de m³ contre 621,2 millions de m³ un an plus tôt, continue de subir la baisse de la demande du secteur électricité, en relation avec le recul de la production d'électricité de source thermique au profit de celle de source hydraulique.

Quant aux « **autres activités extractives** », elles bénéficient de la hausse de la production minière et de l'extraction de gravier, en relation avec le dynamisme des BTP. En effet, les ventes de gravier ont presque doublé, comparées à leur niveau de la période correspondante de 2017.

○ **Orientation favorable des industries manufacturières**

L'activité dans les industries manufacturières progresse de 9,1%, confortée par l'accroissement des « industries agroalimentaires et tabac » (+24,0%), des « industries métalliques » (+16,2%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction », (+8,8%), des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+11,8%) ainsi que les « industries textiles et cuir » (+4,8%). En revanche, les « industries du bois et meubles » et la « fabrication de machines et matériels de tous types » s'affichent en retrait respectivement de 10,0% et 9,1%.

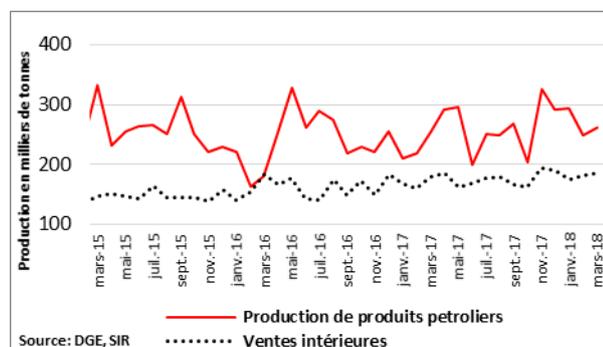
La production des « **industries agroalimentaires et tabac** » s'améliore, en lien à la fois avec la « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+25,0%) et la « fabrication de produits à base de tabac » (+2,0%).

Les « **industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction** » progressent de 8,8%, grâce à la vigueur des activités de construction.

L'activité des « **industries métalliques** » est en hausse de 16,2%, grâce à la bonne tenue de la sous-branche « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » (+41,7%).

Les « **industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques** » dont la production s'accroît de 4,5%, bénéficient de la bonne dynamique des sous branches « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (+21,2%) et « fabrications de produits chimiques » (+13,3%). Cependant, elles subissent la baisse d'activité de la sous branche « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (-11,4%) qui pourrait s'expliquer par le développement des exportations de fonds de tasse dans la filière hévéa.

Graphique 4: Production et vente de produits pétroliers



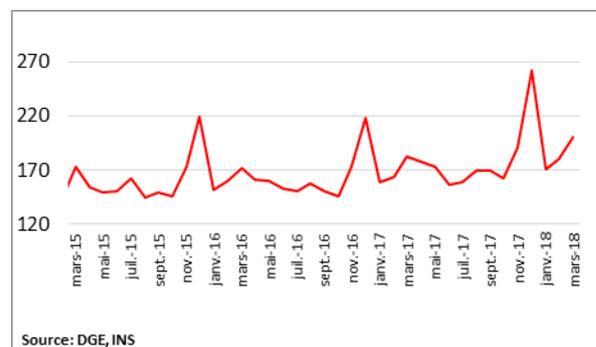
A fin mars 2018, la production des **produits pétroliers** progresse de 17,3% pour atteindre 804 966 tonnes, soutenue par la consommation intérieure (+5,1%) tandis que les ventes à l'extérieur (-7,0%) continuent de se contracter. La hausse de la production provient de l'accroissement des volumes de l'essence (+29,9%) et du gasoil (+13,9%). En revanche, cette évolution est amoindrie par le retrait du fuel-oil (-14,7%) et du DDO (-7,9%).

En ce qui concerne l'activité de « **fabrication de machines et matériels de tous types** », elle replie de 9,1%, grevée par une moindre performance au niveau de la « fabrication de machines et de matériels électriques » (-18,5%). Par contre, la « construction de véhicules automobiles » (+200,0%) augmente fortement.

S'agissant de la branche « **industries du bois et meubles** », la production baisse de 10,0%, impactée à la fois par le recul du « travail du bois et fabrication d'articles

en bois ou de vannerie » (-8,3%) et de la « fabrication de meubles et activités non classées ailleurs » (-10,2%).

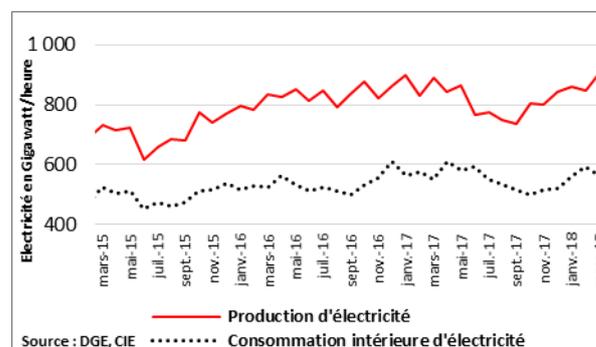
Graphique 5 : Indice de production du secteur manufacturier



○ Croissance modérée de la production d'énergies et eau

L'indice de la production de la branche « **électricité, gaz et eau** » enregistre une hausse modérée de 0,9% sous l'effet conjugué de la contraction de la « production et distribution d'électricité » (-0,3%) et de l'augmentation du « captage, traitement et distribution d'eau » (+4,4%).

Graphique 6: Production et consommation d'électricité



Cette tendance devrait se maintenir au terme du premier trimestre. En effet, la production nette d'**électricité** affiche une quasi-stabilité (-0,3%) à fin mars 2018, sous l'effet conjugué de la baisse de la production de source thermique (-8,1%) et de l'embellie de celle de source hydraulique (+46,2%).

La production d'électricité de source thermique pâtit de la contraction des ventes extérieures d'électricité de 24,6%, en raison de la réduction de la demande du Ghana qui a accru sa capacité de production ainsi que du Benin et du Togo qui importent d'autres pays. La baisse de la consommation intérieure d'électricité de basse tension de 2,0% contraint également la production.

L'hydroélectricité profite, quant à elle, de la mise en service du barrage de Soubré au second semestre de l'année 2017. Son développement s'inscrit dans le développement du mix énergétique et vise l'amélioration de la situation financière du secteur électricité par la réduction des coûts de production.

Au total, la production d'électricité est soutenue par une consommation intérieure d'électricité en progression de 1,7%, grâce au raffermissement de la moyenne tension (+6,3%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle.

✓ *BTP*

L'indicateur avancé des BTP enregistre un accroissement de 17,9% à fin mars 2018, grâce à l'accélération de l'exécution des chantiers d'investissements publics. La croissance provient de la bonne tenue de l'utilisation de « ciment » (+2,9%), de « béton » (+10,6), de « graviers » (+96,8%), ainsi que de « bitume » (+132,6%). En revanche, les ventes de « tôles et bacs » (-34,5%), de « sable » (-45,3%) et de « câbles et fils électriques » (-10,6%) fléchissent.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire enregistre une évolution favorable de l'ensemble de ses composantes.

✓ *Commerce de détail orienté à la hausse*

L'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails (ICA) progresse de 12,6% aussi bien en termes nominaux qu'en terme réel. En termes réels, dénotant du regain de la consommation. Ce dynamisme est porté par toutes les branches, à l'exception des ventes de « produits de l'alimentation » qui replie de 3,3% sous l'effet du recul des ventes des « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-16,6%), des « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (-12,2%) et des « autres produits de l'alimentation, boissons et tabac » (-2,7%).

Les chiffres d'affaire des ventes des « produits pétroliers » et des « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » progressent respectivement de 21,0% et

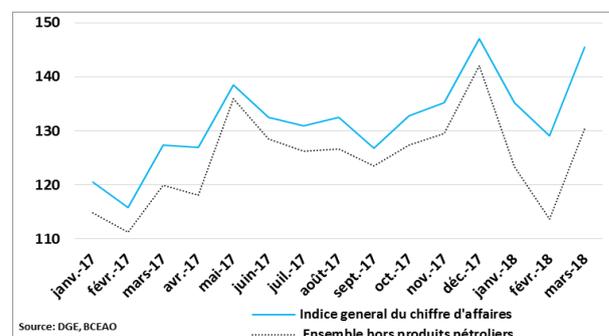
26,6%, confirmant la bonne dynamique observée dans le transport.

Les ventes de « produits d'équipement du logement » connaissent une augmentation de 12,4%, sous l'effet des ventes d'« ameublement, équipement et produits ménagers » (+4,6%) et des ventes de « matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre » (+13,7%) qui confirme le dynamisme des BTP.

La vente des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » s'affiche également en hausse 6,3%, en raison des campagnes de vaccination.

Enfin, les ventes d'« articles d'équipement de la personne » (+14,4%) et de « produits divers » (+16,1%) bénéficient d'une demande bien orientée.

Graphique 7 : Indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail affiche une hausse de 6,2%.

✓ *Transport*

Le secteur du transport est soutenu par le dynamisme de l'ensemble de ses composantes.

○ **Poursuite du dynamisme du transport aérien**

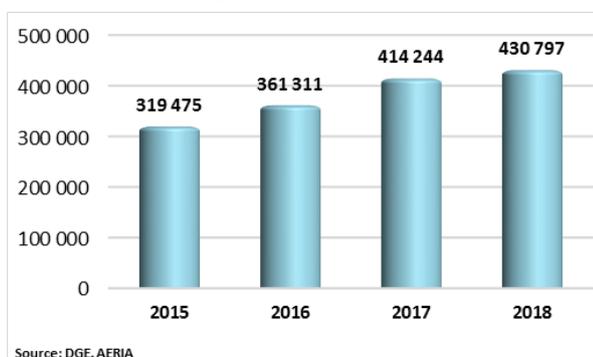
Le **trafic aérien** progresse en rapport avec la bonne tenue de l'activité économique nationale. Ainsi, au terme du premier trimestre 2018, le nombre de passagers commerciaux s'accroît de 4% par rapport à son niveau à la période correspondante de 2017 pour s'établir à 430 497. De même, le transit et le fret aérien augmentent respectivement de 1,2% et 0,9%.

Cette croissance du nombre de passagers se ressent plus au niveau du trafic vers l'Europe qui progresse de 16,1%. Par ailleurs, le trafic augmente de 0,7% au niveau de

l'Afrique et de 10,7% avec le reste du monde. Quant au trafic intérieur, il baisse de 29,7% en raison des travaux de réhabilitation en cours à l'aéroport de San Pedro.

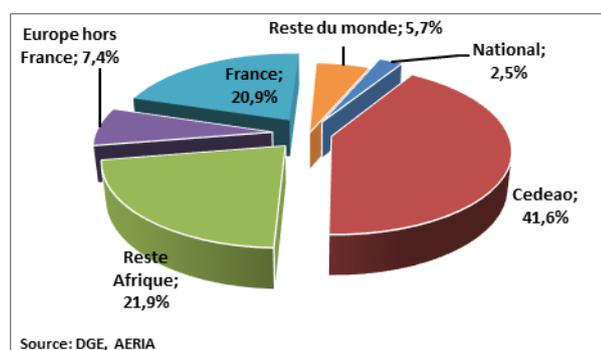
La bonne dynamique globale observée au niveau du transport aérien est en relation avec (i) les investissements réalisés au niveau de l'aéroport Félix Houphouët Boigny d'Abidjan, (ii) le développement des compagnies telles qu'Air Côte d'Ivoire et Air France. En effet, dans le but de moderniser sa flotte et assurer de nouvelles dessertes, Air Côte d'Ivoire a bénéficié d'un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le renforcement de sa flotte. A cet effet, elle a déjà acquis deux Airbus A320 sur cinq prévus.

Graphique 8 : Evolution du nombre de passagers commerciaux du transport aérien à fin mars



La structure du trafic aérien reste dominée par les destinations CEDEAO (41,6%) et Europe (28,3%) dont la France (20,9%).

Graphique 9 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



Les principales compagnies du trafic aérien sont AIR COTE D'IVOIRE (176 496 passagers ; 41,0%) et AIR FRANCE (68 572 passagers ; 15,9%).

○ Bonne dynamique du transport maritime

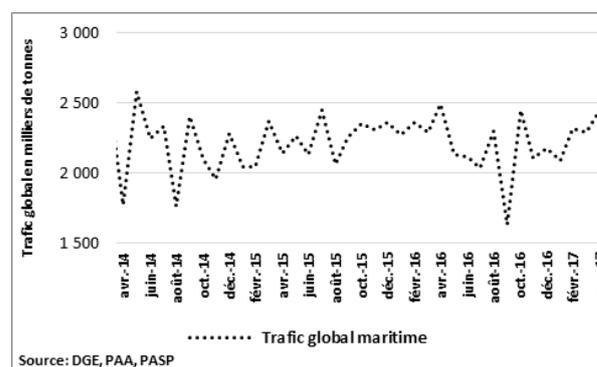
Au terme du premier trimestre, le **transport maritime** s'inscrit dans une bonne dynamique. Le volume du trafic global de marchandises augmente de 4,3% pour s'établir à 6 976 493 tonnes. Il bénéficie d'une hausse du trafic de 5,6% au Port d'Abidjan tandis que celui du Port de San recule de 1,9%.

La progression du trafic au **Port d'Abidjan**, est en relation avec le désengorgement de la zone portuaire suite à la fin des travaux de réhabilitation de la voirie. L'activité bénéficie également de l'exécution à 65% des travaux d'élargissement du canal de Vridi, qui permet déjà d'accueillir de plus gros navires.

L'activité du port d'Abidjan bénéficie de la hausse du trafic national (+13,0%) tandis que les activités de transbordement (-61,5%), et de transit (-6,0%) refluent. Concernant le trafic national, il bénéficie de la bonne tenue à la fois des produits pétroliers (+69,7%), des produits de pêches (+13,4%) et des marchandises générales (+5,0%).

Au niveau du **Port de San Pedro**, le trafic global de marchandises régresse de 1,9% pour s'établir à 1 164 tonnes, en raison notamment du démarrage des travaux d'extension du port. Cette baisse provient des activités de transbordement (-28,5%) tandis que le trafic national augmente de 6,9%.

Graphique 10 : Evolution du trafic global de marchandises



✓ Consolidation du transport terrestre

Au regard de l'évolution de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et super (+11,1%), le **transport routier** serait en progression, en lien avec le dynamisme de l'activité économique. Le transport routier tire également avantage des travaux de réhabilitation des

infrastructures routières et de construction de nouveaux ouvrages. Les perspectives pour ce secteur sont encourageantes du fait des nombreuses réformes initiées. Il s'agit, entre autres, (i) de la création d'une Autorité d'Organisation du Transport Urbain, qui sera en charge de la réglementation de la création et du fonctionnement des gares, (ii) de la mise en place d'une base de données unique qui permettra de centraliser toutes les données liées au transport routier, et (iii) du renouvellement du parc Automobile.

○ Evolution favorable du transport ferroviaire

Le trafic global de marchandises, dans le ferroviaire, progresse de 16,4% pour s'établir à 250 852 tonnes. Cette hausse est portée essentiellement par les échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso qui augmentent de 17,5%. Les perspectives pour ce secteur sont également bonnes, au regard (i) des travaux de réhabilitation et de modernisation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou et (ii) du lancement, en novembre 2017, des travaux de réalisation de la ligne 1 du métro d'Abidjan.

✓ Poursuite du dynamisme des TIC

Le dynamisme du secteur des télécommunications se poursuit avec les progressions aussi bien du nombre d'abonnements que du chiffre d'affaires. Cette embellie est portée à la fois par le développement de la technologie 4G ainsi que les efforts continus des différentes compagnies de téléphonie pour améliorer la couverture réseau nationale.

Ainsi le nombre total d'abonnements est ressorti en hausse de 19,2% grâce à tous les segments du marché, à savoir la téléphonie mobile (+7,9%), la téléphonie fixe (+6,6%), l'internet (+29,6%) et le mobile money (+45,1%).

Le chiffre d'affaires global du secteur des télécommunications affiche une hausse de 7,6%, amenée par la téléphonie mobile (+231,1 milliards, +5,6%) et le rebond de la téléphonie fixe (+22,7%) après le retrait observé en 2017 du fait de l'absorption de Côte d'Ivoire Télécom par Orange Côte d'Ivoire qui avait occasionné une internalisation de leurs échanges de services.

Le mobile money poursuit sa progression avec un chiffre d'affaire en hausse de 27,5%, en lien avec la vulgarisation de l'utilisation de ce moyen de paiement.

II.1.d. Prix à la consommation

✓ Evolution modérée des prix à la consommation

L'indice général des prix à la consommation enregistre, en moyenne sur le premier trimestre 2018, une faible hausse de 0,1% comparé à son niveau de la période correspondante de 2017. Cette évolution provient d'une hausse des prix des produits non alimentaires de 0,2% tandis que ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées fléchissent de 0,1%.

✓ Ralentissement des prix des denrées alimentaires

Les prix des denrées alimentaires se maintiennent à la baisse (-0,1%), grâce notamment aux produits frais (-0,9%) en particulier les « tubercules et plantains » (-13,0%), les fruits (-6,2%) et les « légumes frais » (-4,5%). Ces différentes spéculations ont profité d'une pluviosité favorable et d'une amélioration de l'approvisionnement des marchés.

Par contre, les prix des poissons (+8,5%), des viandes (+0,5%), des « lait-fromages-œufs » (+0,4%) et des céréales non transformées (+0,2%) augmentent.

✓ Fléchissement des prix des produits énergétiques

Les prix des produits énergétiques baissent de 6,4%, impactés par la contraction des prix des produits du sous poste « électricité, gaz et autres combustibles » de 8,9%.

✓ Repli des prix des produits manufacturés

L'indice des produits secondaires s'affichent en repli de 0,3%. Les prix des produits de santé notamment les « produits, appareils et matériels médicaux » baissent de 4,0%. En revanche, les prix des articles d'habillement et chaussures se sont accentués de 0,2% en raison de l'augmentation des prix des articles d'habillement (+0,1%) et des chaussures (+0,7%).

✓ Hausse des prix des services

Les prix des services augmentent de 1,2% en lien avec le relèvement des prix des services de transport (+0,5%), des loyers effectifs (+2,3%) et des restaurants (+2,7%). Par contre, le prix du service de communication se contracte de 3,5%.

L'accroissement des prix dans la branche « restaurants et hôtels » de 2,7% est imputable aux « services d'hébergement » (+3,9%) et aux « services de restauration » (+2,7%).

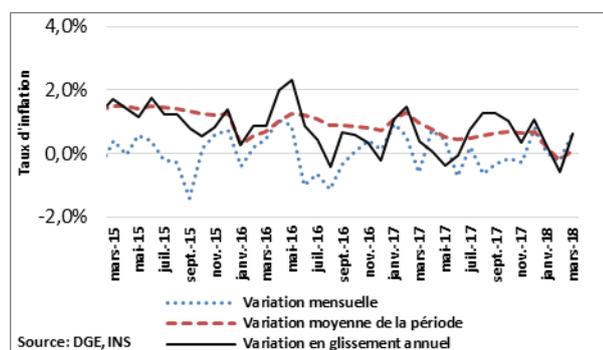
Les prix dans le transport quant à eux, croissent en raison des prix des « dépenses d'utilisation des véhicules » (+4,5%) tandis que les « achats de véhicules » (-4,4%) diminuent.

Concernant les prix des « loyers effectifs », ils augmentent de 2,3% en lien avec la croissance de la demande des résidences particulières.

Ceux de la communication baissent de 3,5% sous l'effet essentiellement du recul des prix des « services de téléphonie et de télécopie » (-4,3%), en dépit de l'augmentation du « matériel de téléphonie et de télécopie » (+3,1%).

Par ailleurs, la fonction « biens et services divers », quant à elle, enregistre une diminution de prix imputable aux groupes « soins corporels » (-1,2%), « effets personnels n.c.a. » (-0,5%) et « autres services n.c.a » (-0,5%).

Graphique 11 : Taux d'inflation



En moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

II.1.e. Emploi moderne

Dans le secteur moderne, le marché de l'emploi formel en Côte d'Ivoire poursuit son dynamisme, avec un accroissement de 6,8% du nombre de salariés, correspondant à une création nette de 62 561 emplois sur un an. Cette évolution favorable est attribuable principalement au secteur privé.

Dans le secteur privé, l'effectif des salariés s'est accru de 7,3% pour se situer à 762 704, correspondant à une création nette de 51 953 emplois sur un an, soit 83,0% des emplois créés. Ce dynamisme provient essentiellement des branches d'activités telles que le commerce (+5,8% ; +11 382 emplois nets), l'industrie manufacturière (+9,8% ; +10 217 emplois nets), le BTP (+12,4% ; +6 204 emplois nets) et l'agriculture (+4,9% ; + 3 590 emplois nets).

Le secteur public continue d'apporter sa contribution à la création d'emplois à travers l'organisation régulière des concours administratifs qui permettent de recruter de nouveaux fonctionnaires. Ainsi le nombre de fonctionnaires et agents de l'Etat augmente de 5,2% pour s'établir à 213 730, soit une création nette de 10 608 emplois en un an.

Les effectifs dans l'emploi moderne devraient s'accroître considérablement sous l'effet des différentes mesures prises par les autorités, notamment, la Carte-emploi qui est une application web dont l'objectif est de faire un diagnostic de l'offre et de la demande d'emploi, de suivre l'évolution du marché de l'emploi et de formuler des hypothèses sur les éventuels déséquilibres afin d'améliorer l'offre d'emploi.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin mars 2018, la situation des finances publiques est marquée par un gap des recettes totales et dons et par une sous consommation des dépenses totales et prêts nets.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes et dons atteint 1 092,3 milliards pour un objectif attendu de 1 122,8 milliards, dégagant ainsi un gap de 30,6 milliards provenant principalement des recettes fiscales.

Mobilisation moins que prévue des recettes fiscales

La situation des recettes fiscales y compris recettes affectées et parafiscales fait ressortir un niveau de recouvrement de 902,1 milliards contre un objectif de 938,5 milliards soit une moins-value de 36,4 milliards. Cette situation est attribuable principalement au faible niveau de recouvrement des recettes de portes. L'analyse par impôt permet de mettre en évidence quelques éléments explicatifs.

✓ **Au niveau de la fiscalité intérieure**

Les recettes fiscales intérieures du premier trimestre 2018 ressortent à 400 milliards en ligne avec l'objectif du programme économique et financier. Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- **les impôts sur les bénéfices** atteignent 35,8 milliards contre un objectif de 33,2 milliards soit une plus-value de 2,5 milliards. La performance de ces impôts est attribuable à l'impôt BIC hors pétrole (+4,0 milliards) expliquées principalement par les opérations liées aux paiements par anticipation de 3 milliards d'impôt BIC réel par certaines entreprises du secteur minier ;
- **les impôts sur les revenus capitaux mobiliers** s'affichent à 17 milliards avec un objectif de 10,5 milliards soit une plus-value de 6,5 milliards due essentiellement au paiement de 4,2 milliards par des entreprises du secteur électricité au titre de leur impôt, normalement exigible en 2017 ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée** est recouvrée à hauteur de 105,3 milliards contre une prévision de 103,6 milliards, soit une plus-value de 1,7 milliards. Ce résultat s'explique par le dynamisme de l'activité économique ;
- **les patente et licence** ressortent à 13,8 milliard contre 17,3 milliards en 2017, soit une moins-value de 3,5 milliards. Ce gap est due à un recul observé au niveau du recouvrement de la patente commerce ;

- **les droits d'enregistrement café cacao et timbre** sont ressortis à 18,0 milliards contre un objectif de 20,9 milliards, soit une moins-value de 2,9 milliards qui s'explique par le non recouvrement des droits d'enregistrement sur le coton, la cola et le karité initialement prévus pour 1,8 milliard de FCFA.

✓ **Au niveau de la fiscalité de porte :**

L'évolution des recettes douanières est fortement marquée par un faible niveau de recouvrement de l'ensemble de ses composantes. Prévus à 478,5 milliards, les encaissements sont ressortis à 444,8 milliards soit une moins-value de 33,7 milliards. Les explications par rubriques sont les suivantes :

- Au niveau **des droits et taxes à l'importation**, il est noté :
 - une moins-value de 25 milliards sur les marchandises générales qui s'explique par un niveau d'importation des marchandises générales en valeur en deçà des objectifs attendus (761,51 milliards en réalisation contre un objectif de 939,83 milliards). En effet, le volume de marchandises générales en droit commun est déficitaire par rapport aux prévisions (2 344,81 milliers de tonnes en réalisation contre 3 063,85 milliers de tonnes en projection) ;
 - un gap de 7,7 milliards sur les produits pétroliers qui s'explique principalement par des niveaux de taxation inférieurs aux prévisions (gasoil : 168,94 francs/litre pour un objectif de 175,5 francs/litre et super carburant : 149,08 francs/litre pour un objectif de 149,77 francs/litre) et des volumes mis à la consommation du super carburant moindre que prévus.
- Au niveau **des taxes à l'exportation**, il est enregistré une moins-value d'un milliard, malgré une hausse des volumes de cacao qui ressortent à 798 806 tonnes contre un objectif

de 774 873 tonnes. Ce gap s'explique par le niveau du prix CAF du cacao qui est moins élevé que prévu (1 169,67 francs/kg en réalisation contre 1 180,00 francs/kg en objectif).

Bonne réalisation des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont évaluées à 156,7 milliards contre un objectif de 125,9 milliards, soit un surplus de 30,8 milliards. Cette bonne tenue provient essentiellement des redevances de téléphonie mobile et des bonus de signature.

Les dons ressortent à 33,5 milliards contre une prévision de 58,4 milliards.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Au terme du premier trimestre 2018, les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à hauteur de 1 169,9 milliards contre un objectif de 1 294 milliards, dégageant une économie de 120,1 milliards. Dans le détail, les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel s'établissent à 401,1 milliards contre un objectif de 406,4 milliards, soit une sous-consommation de 5,3 milliards. La non réalisation de l'objectif s'explique par le retard dans l'acheminement des dossiers de premiers mandatement des agents nouvellement recrutés au titre de l'année 2017 et venant en report de traitement sur 2018.

Les prestations sociales ont été accordées à hauteur de 80,8 milliards soit un retrait de 8,1 milliards par rapport à l'objectif.

Les subventions et transferts ont été effectués à hauteur de 70,6 milliards contre un niveau prévisionnel de 76,3 milliards soit une baisse de 5,7 milliards, principalement due au faible niveau d'exécution des subventions aux écoles privées.

Les dépenses de fonctionnement sont ressorties à 187,4 milliards en baisse de 33,4 milliards par rapport à l'objectif, traduisant la gestion rationnelle des charges de fonctionnement.

Les dépenses de sécurité ont été exécutées à hauteur de 5,9 milliards, en ligne avec l'objectif fixé par le programme économique et financier conçu avec le FMI. Ces dépenses couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité ainsi qu'au titre des élections sénatoriales

Les dépenses d'investissement se chiffrent à 311,6 milliards, en sous consommation de 54,7 milliards par rapport à l'objectif. Elles ont été financées par 137,4 milliards de ressources internes et 174,2 milliards de ressources extérieures. S'agissant des dépenses d'investissement financées sur ressources internes, il est noté une sous-consommation de 26,2 milliards. Quant à celles financées sur ressources extérieures, il ressort un taux d'exécution de 86%. Elles portent sur les emprunts-projets et les dons-projets.

Les intérêts sur la dette ont été payés à hauteur de 57,1 milliards pour une prévision de 71,4 milliards. Ils se décomposent en 20,5 milliards d'intérêts sur la dette intérieure et 36,6 milliards d'intérêts sur la dette extérieure dont 24,4 milliards d'intérêts sur l'eurobond.

Au niveau des intérêts sur la dette intérieure, le gap de 11,4 milliards s'explique par une reprogrammation, au deuxième trimestre 2018, des échéances de dettes titrisées prévues initialement au premier trimestre 2018. Concernant l'intérêt sur la dette extérieure, l'économie de 2,8 milliards est imputable à la baisse du taux de change du dollar qui ressort à 546 FCFA contre 619 FCFA utilisé en prévision.

Il en résulte à fin mars 2018, un **solde primaire de base** excédentaire de 120,2 milliards et un **solde budgétaire global** déficitaire de 77,6 milliards contre des soldes attendus respectivement à 44,4 milliards et -171,2 milliards.

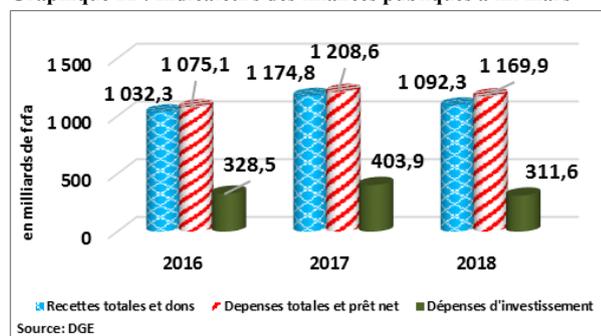
Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 202,2 milliards légèrement en dessous de l'objectif de 325,0 milliards (+877,2 milliards). Ce financement est reparti entre les ressources extérieures et intérieures. Les ressources extérieures sont constituées de 1 115,1 milliards d'Eurobond 2018 qui devraient

permettre de faire face au besoin de financement anticipé pour l'année 2018.

Quant aux ressources intérieures d'un montant de 87,1 milliards, elles se composent exclusivement de Bons du Trésor.

Ces divers financements ont contribué également au remboursement du capital de la dette publique à hauteur de 226,7 milliards contre un amortissement prévisionnel de 239,0 milliards (-12,3 milliards). Ce capital est réparti entre 25,6 milliards de dette extérieure et 201,1 milliards de dette intérieure.

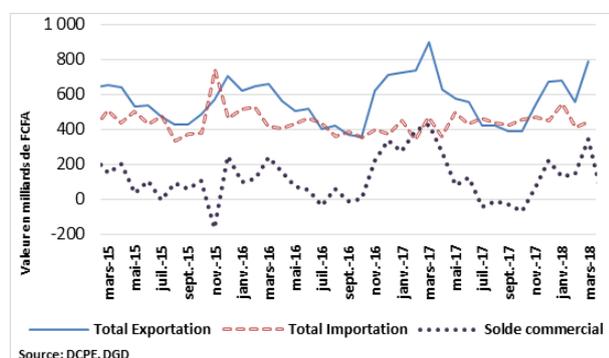
Graphique 12 : Indicateurs des finances publiques à fin mars



II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels sont caractérisés par une baisse des exportations (-14,6%) tandis que les importations enregistrent une hausse de 10,6% en valeur. De cette évolution résulte un solde commercial excédentaire de 621,0 milliards, en régression de 43,6% par rapport à l'excédent de mars 2017.

Graphique 13 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur spécial (hors biens exceptionnels)



✓ Exportations

Baisse des ventes de produits primaires et transformés

Les **produits primaires** en valeur affichent un repli de 19,7%, en raison de la baisse des produits de l'agriculture industrielle et d'exportation (-22,5%) principalement, du café (-6,0%), de la noix de cajou (-27,1%), du coton de masse (-7,4%), du caoutchouc (-22,5%) et du cacao fèves (-24,0%). Ce dernier bénéficie d'une progression du volume (+0,4%) exporté, en dépit de la chute des prix (-24,3%). Par contre, la noix de cajou et le coton en masse tirent profit d'une augmentation des prix respectivement de 1,6% et 7,6%, tandis qu'en volume les ventes baissent de 28,3% et 13,9%. S'agissant du café vert, il replie sous l'effet combiné des baisses du volume (-1,5%) et du prix (-4,6%). Le caoutchouc, quant à lui, subit le recul des prix (-29,6%).

Par ailleurs, le fléchissement des ventes des produits primaires provient également des produits miniers, à savoir le pétrole brut (-13,3%) et l'or (-14,7%) qui subissent notamment des baisses en volume de respectivement 17,2% et 6,5%.

Les **produits transformés**, ceux de la *première transformation* enregistrent une baisse de 10,2% des ventes en valeur sous l'effet d'un retrait du prix de 15,0% et d'un accroissement des volumes (+5,7%). La contraction en valeur des produits de la première transformation provient du cacao transformé (-21,8%) et de l'huile de palme (-5,0%) qui accusent des baisses de leur prix de 23,0% et 18,1% respectivement. Toutefois, ces contractions sont compensées par les accroissements des ventes d'amande de cajou (+20,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en acier (+12,4%) ainsi que d'« huiles essentielles et extraits végétaux (+11,7%).

La baisse en valeur des exportations de produits transformés est atténuée par les ventes de *conserves et préparations alimentaires* ainsi que par les exportations de *produits manufacturés*.

✓ Importations

Hausse en valeur dans un contexte marqué par la baisse des prix à l'import

Les importations en valeur augmentent de 10,6% tirées à la fois par les biens de consommation (+4,0%), les biens intermédiaires (+21,3%) ainsi que les biens d'équipement (+14,0%). Les importations croissent également en volume (+18,8%) tandis que les prix d'achats se contractent de 6,8%.

La progression des **biens de consommation** provient des biens de consommation non alimentaires (+10,9%), notamment les « produits pétroliers » (+32,5%), les produits pharmaceutiques (+27,2%), les automobiles (+11,0%) et les appareils électroménagers (+6,4%). Par contre, les achats de produits alimentaires se contractent de 7,0%.

Les **biens intermédiaires** croissent en lien avec la hausse des achats de pétrole brut (+41,5%), de produits chimiques (+32,8%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (+25,7%) et des « papiers et cartons » (+7,7%).

En outre, les importations en volume de clinker augmentent (+4,9%) en relation avec le dynamisme des BTP. Les entreprises de cimenteries entendent répondre aux besoins pour la construction des 1 800 logements prévus cette année.

Les **biens d'équipement** sont en hausse de 14,0% suite aux acquisitions de « machines mécaniques » (+11,0%), de « machines électriques » (+25,7%) et de « matériel de transport routier » (+15,2%). Par contre, les importations d'« instruments de précision » (-2,0%) et de « matériel de transport et navigation aérienne » (-88,0%) se contractent.

✓ Structure des échanges commerciaux de biens

Part des produits transformés en hausse dans les exportations

Les exportations se composent essentiellement de produits primaires et de produits transformés qui représentent respectivement 65,1% et 34,9% des biens exportés. La part des produits primaires comparée à son niveau à fin mars 2017, enregistre une diminution imputable à la baisse

des ventes à l'extérieur des produits agricoles notamment le cacao fèves (59,0% contre 62,4%) et la noix de cajou (6,5% contre 7,2%). En revanche, la part des produits transformés augmentent grâce aux conserves et préparations alimentaires (3,6% contre 3,1%) et aux produits manufacturiers (52,0% contre 48,9%), en particulier les produits pétroliers (31,9% contre 29,8%). La progression des parts des produits transformés dans les exportations est expliquée par les mesures incitatives à la transformation des produits agricoles locaux dont bénéficie le secteur manufacturier.

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 3 mois 2017-2018

	Mars 2017	Mars 2018
Exportations hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Produits primaires	69,2%	65,1%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,2%	0,4%
Agriculture d'exportation	85,3%	82,4%
<i>dont: cacao fèves</i>	62,4%	59,0%
<i>dont: noix de cajou</i>	7,2%	6,5%
Produits miniers	14,5%	17,3%
<i>dont: pétrole brut</i>	6,4%	6,9%
<i>dont: Or</i>	7,7%	8,2%
Produits transformés	30,8%	34,9%
1ère Transformation	48,0%	44,5%
<i>dont: Cacao transformé</i>	33,0%	26,6%
Conserves et Préparation Alimentaires	3,1%	3,6%
Manufacturiers	48,9%	52,0%
<i>dont: Produits pétroliers</i>	29,8%	31,9%

Source : DGE, DGD

Réduction du poids des biens de consommation dans les importations

Pour ce qui concerne **les importations**, elles sont constituées de 51,0% de biens de consommation, 30,5% de biens intermédiaires et 18,5% de biens d'équipements. Le poids des biens de consommation, comparé à celui de fin mars 2017, est marqué par la baisse des achats de biens spécifiquement les produits alimentaires (34,2% contre 38,3%) dont le riz (28,8% contre 34,3%) et les autres biens de consommation en particulier les plastiques (11,4% contre 14,3%).

Cette baisse des achats des biens de consommation est en lien avec l'amélioration de la production locale de riz et de plastiques.

Tableau 6 : Structure des importations en valeur 3 mois 2017-2018

	Mars 2017	Mars 2018
Importation hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Biens de Consommation	54,2%	51,0%
Produits alimentaires	38,3%	34,2%
<i>dont: Poissons</i>	24,5%	28,1%
Riz	34,3%	28,8%
Autres biens de consommations	61,7%	65,8%
<i>dont: Produits pétroliers</i>	26,9%	32,1%
Plastiques	14,3%	11,4%
Biens intermédiaires	27,8%	30,5%
<i>dont: Pétrole brut</i>	37,4%	43,6%
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	16,4%	17,0%
Biens d'équipement	18,0%	18,5%
<i>dont: Machines mécaniques</i>	48,8%	47,5%
Machines électriques	19,4%	21,4%
Matériels de transport routier	18,7%	18,9%

Source : DGE, DGD

La dynamique des importations de produits pétroliers s'explique par les besoins de consommation et de raffinage de la SIR dont la production augmente de 17,3% comparé à la période correspondante de 2017.

Les biens d'équipement se composent essentiellement de machines mécaniques, de machines électriques et de matériels de transport routier.

✓ Répartition géographique des échanges

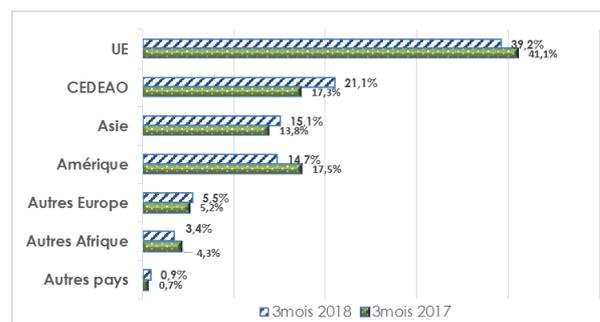
Au niveau des exportations, l'Union Européenne maintient sa position de principal partenaire commercial de la Côte d'Ivoire avec 39,2% de la valeur des produits exportés à fin mars 2018. Elle est suivie par la CEDEAO (21,1%), l'Asie (15,1%) et l'Amérique (14,7%). Ces quatre zones absorbent 90,1% des exportations ivoiriennes.

En Europe, les Pays Bas (15,1%), la France (4,6%), l'Allemagne (5,4%) et la Belgique (4,0%) sont les principaux partenaires de la Côte d'Ivoire.

Sur le continent américain, les Etats-Unis (10,7%) occupent la première place avec les achats de cacao fèves, en relation avec l'implantation de ses entreprises dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

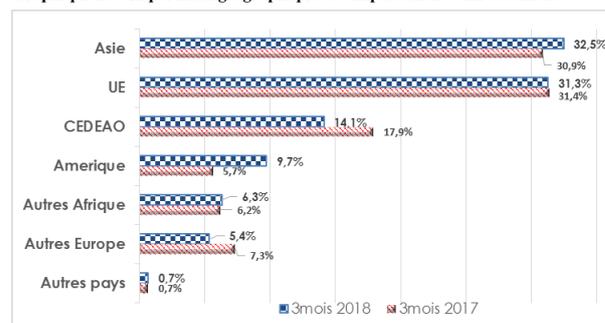
En Asie, les principaux clients sont la Malaisie (3,7%) et le Vietnam (3,2%), en lien avec les achats de cacao fèves, de caoutchouc et de coton en masse.

Graphique 14 : Répartition géographique des exportations à fin décembre



Les clients les plus dynamiques de la Côte d'Ivoire dans la zone CEDEAO sont le Burkina Faso (5,9%), le Mali (5,3%) et le Ghana (5,2%). Le Burkina Faso et le Mali se fournissent essentiellement en produits manufacturés tels que les produits pétroliers et d'autres produits de premières nécessités. Quant au Ghana, il s'approvisionne en produits pétroliers et appareils de navigation.

Graphique 15 : Répartition géographique des importations à fin décembre



Du côté des importations, les principaux fournisseurs sont dans l'ordre l'Asie (32,5%), l'Union Européenne (31,3%), et la CEDEAO (14,1%). L'ensemble des approvisionnements en marchandises en provenance de ces zones représentent 77,9% du total des importations en valeur.

Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la France et la Chine se positionnent en tête des pays fournisseurs avec respectivement 13,9% et 10,4% des importations. La Chine consolide sa part de marché et se positionne comme l'un des principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire.

Dans la zone CEDEAO et sur le continent africain, le Nigéria se positionne en tête en fournissant 9,4% des importations ivoiriennes à fin mars 2018. Il occupe la troisième place au niveau mondial. La Côte d'Ivoire achète au Nigéria du pétrole brut destiné à l'alimentation de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

Dans la zone UEMOA, le Togo et le Sénégal sont les principaux pays qui approvisionnent la Côte d'Ivoire en marchandises avec respectivement 1,9% et 1,2% des importations. Les marchandises provenant de ces pays sont les produits pétroliers pour le Togo et les poissons pour le Sénégal.

II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

Au premier trimestre 2018, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires progressent de même que les escomptes d'effets de commerce et les dépôts.

Le montant cumulé des nouvelles mises en place de crédits ordinaires ressort à 1 226,0 milliards, en progression de 266,7 milliards (+27,8%), en raison de l'accroissement des crédits accordés aux « Particuliers » (+174,4 milliards), aux « Autres sociétés » (+110,5 milliards), aux « Clients divers » (+37,2 milliards), aux « Assurances et caisses de retraite » (+8,3 milliards), aux « Personnels des banques » (+4,8 milliards) et à la « Clientèle financière » (+3,7 milliards). Cette croissance est amoindrie par la baisse des crédits octroyés aux « Entreprises individuelles » (-36,9 milliards), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (-19,4 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-13,7 milliards) et aux « Coopératives et groupements villageois » (-7,6 milliards).

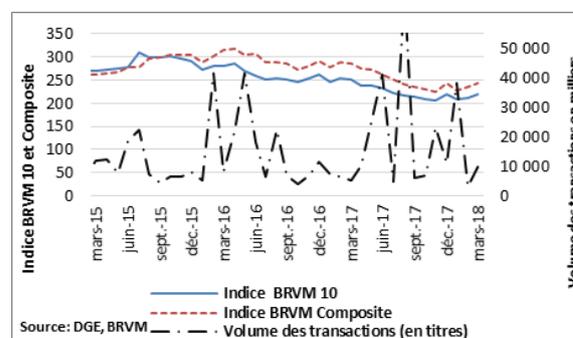
Le montant cumulé des effets de commerce escomptés s'accroît, quant à lui, de 9,6 milliards (+4,0%) et atteint 246,1 milliards. Quant au montant cumulé des dépôts, il s'élève à 484,8 milliards, en augmentation de 15,4 milliards (+3,3%) par rapport à son niveau enregistré à la même période en 2017.

Concernant le taux moyen appliqué, il est stable (6,2%) pour les crédits ordinaires tandis que le taux d'escompte augmente de 0,9 point de pourcentage pour s'établir à 7,1% et que celui des dépôts baisse de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 4,8%. La durée moyenne des crédits s'établit à 19,5 pour les trois premiers mois de 2018, contre 19,4 mois pour la même période de 2017.

II.4.b. Marché boursier

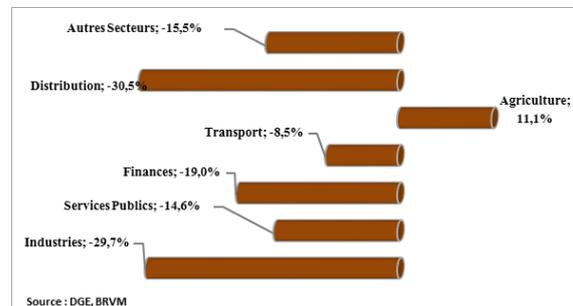
Le marché boursier est marqué par un fléchissement des indices boursiers et de la capitalisation boursière composite.

Graphique 16: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre un recul de ses principaux indices. En effet, l'indice BRVM 10 fléchit de 15,4% et l'indice BRVM composite se replie de 17,4% en rapport avec la baisse de l'ensemble des indices sectoriels excepté l'indice « BRVM Agriculture ».

Graphique 17 : Evolution des indices boursiers par secteur



La capitalisation boursière a régressé, quant à elle, de 1,9% pour atteindre 9 831,6 milliards en raison de la baisse de 9,7% de la capitalisation du marché des actions combinée à une hausse de 21,7% de la capitalisation du marché des obligations.

Au niveau des transactions, le volume transigé s'accroît de 173,9% résultant du volume important des transactions sur le titre « ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED TOGO » avec 6 620 302 titres échangés. La valeur transigée progresse également de 16,4% pour atteindre un total de 77,06 milliards sur les trois premiers mois.

Au mois de mars 2018, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 3,74%. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 5,20%. La rentabilité globale moyenne au 30 mars 2018 s'est située à 12,69% avec un PER⁴ moyen de 18,81 et une prime de risque à -0,68 %.

Par ailleurs, le Programme ELITE BRVM LOUNGE qui constitue le troisième compartiment du marché, destiné aux PME, est effectivement entré dans sa phase active pour une période initiale de deux ans avec la présentation de la première cohorte de dix entreprises retenues à l'issue du processus de sélection. Ce programme bénéficie des soutiens de la bourse de Casablanca et de la bourse de Londres.

En conclusion, l'activité économique connaît une évolution favorable au premier trimestre 2018, portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire. Cette bonne dynamique devrait se poursuivre sur le reste de l'année avec l'accélération de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures prévus dans le PND 2016-2020 (transport urbain, économie numérique, aéroports, ports, routes). Dans ce contexte, la prévision de croissance fixée à 7,9% en 2018, s'en trouve confortée.

⁴ PER : Price Earning Ratio (Rapport entre le prix de l'action et le dernier dividende versé)



**DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES
ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES**

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25
04 BP 650 Abidjan 04 - Email: dppsedge@dge.gouv.ci

